

DE L'AIP AU PACTE DE COMPETITIVITE EUROPEEN : COMMENT COMBATTRE et venir à bout des obstacles qui nous empêchent de GAGNER ?

L'Union européenne veut maintenant imposer un «pacte de compétitivité». Elle entend ainsi rendre obligatoire et généraliser à toute l'Europe la politique de destruction sociale déjà mise en œuvre en Grèce et en Espagne, notamment.

En Belgique, nous sommes depuis des mois sous un gouvernement d'affaire courantes, ce qui a évidemment rendu difficile d'avancer dans la voie antisociale prônée par l'Union européenne.

C'est bien pourquoi le gouvernement Leterme a salué comme un événement très positif la négociation de l'AIP par le «groupe des 10». Dans l'AIP tel que négocié, on trouve en effet la remise en cause des meilleurs préavis (ceux des employés), comme cela se fait déjà en Grèce et au Portugal. On y trouve une norme salariale qui équivaut à un quasi blocage des salaires hors index, dans la droite ligne des avant-projet de «pacte de compétitivité» européen. Et enfin, on y trouve la décision du groupe des 10 de demander à un organisme gouvernemental (le CCE) une étude sur le système d'indexation. Cela dans un contexte où les discussions autour du «Pacte de compétitivité» mettent clairement l'index dans le collimateur.

La FGTB et la CGSLB ont rejeté l'AIP et organisé un programme d'action qui a débouché sur l'action nationale du 4 mars qui a été un véritable succès dans tout le pays.

Alors que la majorité des travailleurs (si l'on reporte les votes dans chaque syndicat) ont rejeté l'AIP, le gouvernement a élaboré une nouvelle version qui ne change rien sur l'essentiel et qui est elle aussi rejetée par la FGTB et la CGSLB. Le gouvernement aurait-il osé le faire si ces sujets n'avaient pas été négociés dans le groupe des 10 ?

Le Parlement prétend, avec l'appui des groupes politiques les plus à droite, imposer l'AIP. De quel droit ? N'est-il pas légitime que tout soit fait pour l'en empêcher ?

N'est-il pas clair que des points essentiels du «Pacte de compétitivité» européen s'appliqueront déjà en Belgique si le Parlement vote tranquillement l'AIP ?

Contre ce sommet européen, les métallos MWB-FGTB ont proposé de bloquer totalement Bruxelles, y compris l'aéroport. La FGTB a présenté une version adoucie de cette proposition à la CES (la mal nommée «confédération européenne des syndicats» qui est pour l'essentiel financée ... par la Commission européenne). Celle-ci ne l'a pas prise en considération et a décidé d'organiser une concentration le 24 mars. Pour dire quoi ? Le secrétaire général de la CES, John Monks a déclaré que *«très peu d'acteurs extérieurs ont été associés aux discussions»* de cette «gouvernance économique». (Newsletter CES février 2011). Ce qui revient à dire que pour la CES, un bon «pacte de compétitivité» doit résulter d'une négociation impliquant les syndicats, comme c'est le cas chez nous avec l'AIP !

Le 4 mars l'a démontré : les travailleurs résistent et se battent, en Belgique comme dans toute l'Europe. Mais comme on vient de le voir, ils se heurtent à des obstacles en tous genres. Il est de la plus grande importance d'en discuter pour comprendre et pouvoir combattre plus efficacement. C'est une des conditions pour gagner. C'est d'autant plus important que dans les actuelles négociations «communautaires», la plus grande menace pèse sur la sécurité sociale qu'il nous faut défendre contre toute tentative de la régionaliser.

**POUR EN
DISCUTER :
REUNION
Samedi 2 avril
2011
10H-13H
local 1**

GC OP-WEULE, RUE
SAINT-LAMBERT, 91,
1200 WOLUWE
SAINT LAMBERT

**Prendront la
parole :**

- **Philippe Larsimont,**
coordinateur du MDT
- **Jean-Charles
Marquiset,**
syndicaliste CGT
(France)
- **Martin Willems,**
permanent SETCa
industrie BHV

Réunion organisée à l'initiative du
Comité unité-Eenheidscomite
www.comiteunite-eeheidscomite.be
info@eenheid-unite.be

Edit resp : Y.Eeckman, rue
G.Raeymaekers 13, 1030 Bruxelles